

Labyrinthe vers la sortie de crise

Tribune – Edito – Ndimby A. – 09/08/10



La recherche de la sortie de crise a été trop longtemps confiée à un Professeur Tournesol du Droit constitutionnel.

Après avoir menacé de ses foudres ceux qui concoctent une transition-bis, Andry Rajoelina s'est ensuite ravisé pour inviter l'espace de concertation des partis à un échange de points de vue au Palais d'Iavoloha. Pour l'anecdote, la séance d'Iavoloha s'est déroulée comme un procès, avec un « Président de tribunal » se montrant au-dessus de la mêlée, ce qui est le comble du comble dans une réunion censée résoudre la crise issue du coup d'État qu'il a pourtant déclenchée.

Pour en revenir au changement d'avis à 48 heures d'intervalle, on ne va pas s'étonner outre-mesure de cette nouvelle versatilité du Grand Hâtif, dont la marque quasi-déposée est la constance dans les fluctuations. Bizarre pour un homme qui se veut d'État, mais cette fois-ci on ne va pas faire trop de chichis, pour une fois que cela va dans le bon sens. Le plus jeune putschiste du monde a sans doute compris tout l'intérêt qu'il avait à gagner de ce processus malgache-malgache, car à force de vouloir trop gagner, il risquait de tout perdre. Le processus engagé par les partis politiques et la société civile était donc plus une chance qu'une menace pour l'assise de son fondement sur un fauteuil d'État. Car ce qui lui est proposé en définitive, c'est de rester jusqu'à la fin de la Transition, même s'il est loin de le mériter : il n'a ni la légitimité acquise par les urnes, ni celle tirée d'un bilan socio-économique flatteur après bientôt 18 mois à la tête de l'État, et encore moins celle obtenue après un parcours académique ou professionnel d'envergure nationale, voire internationale. Et malgré les efforts du pouvoir hâtif pour camoufler la débâcle économique, il y a des signes qui ne trompent pas : des difficultés de plus en plus flagrantes à payer des salaires, ce qui entraîne grogne et grèves de ci de là ; des réductions drastiques de budget dans les ministères ; une machine économique qui tourne au ralenti en pleine haute saison touristique etc.

Au vu de ce bilan, Andry Rajoelina ne peut donc continuer de s'accrocher avec arrogance et de manière unilatérale à ce pouvoir mal acquis, obtenu et maintenu ni par le mérite, ni par le talent mais par la force. On comprend donc que l'évocation dans les couloirs du Professeur Raymond Ranjeva, considéré par de plus en plus de personnes comme un recours, donne des urticaires à la HAT : ce brillant universitaire et diplomate représente tout ce qu'Andry Rajoelina n'est pas, et ne sera jamais. C'est sans doute cette menace qui a convaincu ce dernier qu'il était préférable de composer avec l'espace de concertation des partis politiques, avant que cet espace n'aille voir ailleurs.

« Il y a une chose bien plus grave que de ne pas avoir réussi ; c'est de ne pas avoir essayé ». C'est à cette citation de Franklin Roosevelt que je pense en voyant les différents efforts actuellement fournis par les partis politiques et la société civile pour provoquer une sortie de crise. Il est vrai que la pratique politique à Madagascar fait habituellement de l'opposition plutôt une machine de destruction que de construction. Mais il serait temps qu'après 50 ans de retour à l'Indépendance, les faucons de tout poil et de toute plume apprennent ces sages paroles de Robert Sabatier : « S'opposer n'est autre que proposer. Une opposition sans proposition n'est qu'un mouvement d'humeur ».

Tel que nous l'avions subodoré il y a près d'un mois dans ces colonnes ([Les faucons et les vrais](#), 12 juillet), le faisceau de dynamiques nationales et internationales en vue de rapprocher les modérés est en

train de rendre possible une sortie de crise possible, au grand dam des extrémistes. Si les faucons hâtifs rêvent de continuer dans leur unilatéralisme imbécile et inefficace pour que le *Fanjakan'i Baroa* continue avec ses abus divers, les va-t-en guerre anti-TGV souhaitent que l'opposition continue de faire acte d'obstruction stérile, en espérant qu'un jour le régime de la Haute autorité de la Transition (HAT) pourrisse comme un fruit mur et tombe de lui-même. Pourquoi pas. Mais à quel prix la population et l'économie doivent-ils alors payer un enlèvement de la crise ? Dès Octobre 2009, votre serviteur avertissait sur le risque de voir Madagascar devenir un [Failed State](#) (état défaillant) en cas de pourrissement de la situation. En Novembre 2009, mon compère Patrick A. renchérisait sur le risque de voir apparaître le spectre du [Rogue state](#) (état voyou).

Les efforts conjugués de la société civile et de l'espace de concertation des partis politiques, et ce en parallèle avec l'initiative des *raiamandreny mijoro* téléguidée par Norbert Lala Ratsirahonana et le parti AVI, tendent donc à aboutir à un consensus sur le fait qu'il faut mettre un terme à cette crise. Le seul point d'interrogation concerne Andry Rajoelina, qui souffle le chaud et le froid sur la suite à donner à ces tentatives. Fluctuant au gré de son humeur et des avis de son premier cercle [1], on ne s'avancera pas à dire qu'il est un exemple de fiabilité. Aux dernières nouvelles, le Président de la HAT serait prêt à discuter la proposition de l'espace de concertation des partis politiques, mais exige comme préalable la définition d'une feuille de route électorale. Il est très amusant de voir ce monsieur montrer autant d'attachement aux élections, alors qu'il n'a eu aucun scrupule pour fouler aux pieds les règles les plus élémentaires de la démocratie, renverser un Président élu, suspendre le Parlement. Et d'ailleurs, pourquoi n'a-t-il pas attendu ces fameuses élections pour se faire appeler Président ?

La question qui se pose maintenant concerne le point de vue de l'armée. Ayant démontré depuis le 17 mars 2009 qu'on pouvait compter sur elle pour contribuer à l'instabilité au lieu de la combattre ; ridiculisée jour après jour par toutes ces affaires de banditisme auxquelles des militaires ou des gendarmes sont associés ; ses chefs ont cessé d'être le phare dans la tempête comme ils avaient pu l'être en 1972 (Ramanantsoa, Andriamahazo...) ou 1991 (Ramakavelo, Rabenja...), voire dans une certaine mesure, en 2002 (Ranjeva, Mounibou et Rajaonson). Effectivement, comme l'a très justement souligné Georges dans son [éditorial de samedi dernier](#), il est plus facile et moins dangereux de procéder à l'arrestation de Manandafy au Carlton que de s'occuper de choses sérieuses. Phagocytée depuis 2009 par les gros bras et les grandes gueules, la Grande Muette saura-t-elle se rattraper pour aider à la refondation de l'esprit républicain ?

Enfin, une des raisons officielles pour lesquelles le pouvoir hâtif a fait capoter les Accords de Maputo a été la question de l'impunité. Le sujet sera-t-il contourné pour éviter de se retrouver à nouveau devant la mauvaise foi du régime de transition ? On peut comprendre qu'effectivement la culture de l'impunité doit cesser sur les abus des précédents régimes. Mais si on veut à tout prix tenir compte de ce principe, alors il faut aussi se poser les bonnes questions sur les abus et dérapages connus depuis 2009. À moins qu'aucune loi existante ne punisse les coups d'État, les mutineries, la formation de milices armées sous la conduite de civils, le trafic de bois de rose, l'incitation aux troubles par voie de presse, le sabotage économique, les séquestrations de leaders religieux, les fausses accusations et l'instrumentalisation de la justice etc. Souvent chez les dirigeants africains, la loi est toujours faite pour les autres. Alors, au nom du changement, amnistie et impunité pour tous, ou uniquement pour ceux au pouvoir ?

Notes

[1] Composé en particulier d'un juriste défroqué qui aime jouer au Professeur Tournesol avec les textes constitutionnels, ainsi que d'un communicateur qui a cru bon de faire l'intéressant en traitant les Africains de « coupeurs de tête avec des coupe-coupe » lors d'une interview avec Reporters sans Frontières. Et ça, ça se prétend homme du changement à Madagascar...

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Labyrinthe-vers-la-sortie-de-crise,14511.html>